



> FOCUS

ADP SE PRÉPARE À RÉDUIRE SES EFFECTIFS

Une éclaircie dans le ciel bien sombre du transport aérien. Fermé depuis le 31 mars, l'aéroport d'Orly va redémarrer son activité vendredi prochain. «*Dès le 26 juin, 25 liaisons seront ouvertes à Orly (...). Au début du mois de juillet, nous devrions avoir 130 vols par jour au lieu de 650 habituellement*», explique au *Journal du dimanche* Augustin de Romanet, PDG d'ADP, qui gère notamment les plateformes aéroportuaires de Roissy et d'Orly. Mais cette bonne nouvelle ne peut pas faire oublier la tourmente dans laquelle les compagnies aériennes sont plongées. Avec une crise qui va durer des années. «*Le trafic aérien pourrait retrouver son niveau de 2019 entre 2023 et 2025*», souligne-t-il. Du coup, ADP va devoir adapter ses coûts à la nouvelle donne. «*Nous devons procéder à des ajustements de même nature que ceux des compagnies aériennes*», précise son patron. En clair, supprimer des emplois en nombre.

British Airways veut se séparer de 12 000 collaborateurs. Air France dira le 3 juillet aux partenaires sociaux combien de milliers d'emplois la crise va coûter à la compagnie. Si ADP va suivre la même voie, c'est que sa situation économique est très tendue. Cette année, le trafic sur ses aéroports sera en baisse de 60 % par rapport à 2019. «*Nous allons perdre plus de 50 % de notre chiffre d'affaires, qui pourrait être amputé d'environ 2,5 milliards d'euros*», reconnaît Augustin de Romanet.

L'onde de choc atteint aussi l'industrie aéronautique. Dans un courrier révélé par *La Tribune* samedi, le président exécutif d'Airbus, Guillaume Faury, promet des lendemains difficiles aux 140 000 salariés du groupe : «*L'ampleur de la crise du Covid-19 pour notre secteur impose à Airbus de s'adapter*, écrit-il. *Cette adaptation signifie en fait une réduction significative du format de notre entreprise (...). Elle nous contraint à des décisions amères.*» Les détails de ce plan devraient être précisés avant fin juillet. L'américain Boeing a quant à lui déjà annoncé fin avril la suppression de 10 % de ses effectifs, soit 16 000 emplois. Leur homologue canadien Bombardier prévoit la disparition de 2 500 postes.

J.-Y. G.